



Bulletin Quotidien

n° 10

le 20 novembre 2025

UNITED NATIONS CLIMATE CHANGE CONFERENCE

COP30 AMAZÔNIA

CUIDAR DO PLANETA PARA O FUTURO DA HUMANIDADE

BELÉM • BRASIL • 2025

G R A N D E N O U V E L L E :

la Turquie obtient les droits d'accueil de la COP31 tandis que l'Australie modifie sa stratégie

La Turquie accueillera la conférence climat COP31 à Antalya en novembre 2026, après que l'Australie s'est retirée de sa longue candidature pour organiser l'événement à Adélaïde. La décision fait suite à des négociations intenses lors de la COP30 à Belém et met fin à un long blocage entre les deux pays.

Selon l'accord, la Turquie assumera l'ensemble des responsabilités liées à l'accueil, tandis que l'Australie dirigera les négociations climatiques — une division des rôles inhabituelle visant à empêcher que le sommet ne soit automatiquement transféré à Bonn, en Allemagne, en raison de l'impasse. L'arrangement devrait également inclure une réunion pré-COP dans le Pacifique axée sur la mobilisation de financements pour la résilience des nations insulaires.

Le résultat a suscité de la déception parmi les défenseurs du climat, les dirigeants du Pacifique et les groupes australiens de l'industrie propre qui avaient soutenu l'idée d'amener la conférence dans la région du Pacifique pour la première fois. En Australie, ce changement a provoqué la frustration des responsables d'Australie-Méridionale qui avaient soutenu fortement Adélaïde comme lieu de l'événement.

Malgré un large soutien international à la candidature australienne, la Turquie a maintenu sa postulation, laissant peu d'options autre qu'un compromis. L'accord permet aux préparatifs de la COP31 d'avancer tout en évitant un vide de leadership dans le processus climatique de l'ONU.

L'Australie jouera désormais un rôle central dans l'élaboration des négociations, tandis que la Turquie gèrera la logistique de l'événement et le salon mondial des technologies vertes associé. L'accord met fin à un processus de sélection complexe et conflictuel et ouvre la voie à la planification du sommet de 2026.

Que se passe-t-il dans les négociations climatiques ?

La COP30 s'intensifie alors que Belém accueille des négociations cruciales, jour et nuit, et de grandes annonces d'action

La COP30 est entrée cette semaine dans une phase décisive, alors que les négociations politiques, les décisions multilatérales et les initiatives concrètes de l'agenda d'action se sont entremêlées dans un environnement rapide et souvent tendu. Bien que des avancées majeures aient été annoncées en matière d'action climatique et de coopération internationale, plusieurs axes centraux de négociation sont restés bloqués en raison de différends persistants concernant le langage sur les combustibles fossiles, le financement de l'adaptation et l'inclusion du genre.

Le Pacte Mutirão retardé alors que la feuille de route de transition des combustibles fossiles reste source de division

Les efforts de la Présidence de la COP30 pour faire avancer le paquet politique Mutirão ont été bloqués, car les pays n'ont pas réussi à converger sur la feuille de route de transition des combustibles fossiles. Les délégués ont travaillé tard dans la nuit — souvent après minuit — pour réduire les écarts sur les niveaux d'ambition, les calendriers et la question de savoir si les engagements devraient se concentrer sur l'“élimination”, la “réduction progressive” ou un langage plus large de transition énergétique.

Le soutien à la feuille de route est passé à 83 pays, mais des divisions persistent. La Chine a indiqué une possible flexibilité si le langage de transition inclut de fortes références aux énergies renouvelables, tandis que l'Union européenne a présenté une proposition plus ambitieuse après avoir résolu des divergences internes. Malgré un soutien international croissant — désormais de 83 pays — le texte de la feuille de route fossile est resté incomplet.



Discussions dirigées par la Présidence de la COP

Coopération avec d'autres organisations internationales

Les pays ont discuté de la manière dont le processus climat de l'ONU devrait collaborer avec d'autres instances, y compris les conventions sur la biodiversité et la désertification.

- De nombreux pays — dont le Canada, l'UE, Maurice, le Liberia, la Gambie et d'autres — estiment que le texte actuel ne reflète pas tout ce qui a été discuté. Ils souhaitent des références plus solides à la transparence, à la coopération entre les accords environnementaux, au genre et aux droits humains.
- D'autres — dont l'Arabie saoudite, la Russie, la Chine et certains pays d'Amérique latine — sont prêts à avancer avec le texte tel qu'il est.

La Présidence prévoit de soumettre ce document à adoption malgré les divergences.

Participação das comunidades locais

Les pays ont discuté de la manière d'inclure davantage les communautés locales (en particulier celles directement touchées par le changement climatique) dans la prise de décision climatique.

- Les petits États insulaires et plusieurs pays développés ont averti qu'ajouter des sièges au groupe de travail existant pourrait perturber l'équilibre entre gouvernements et Peuples autochtones. Ils préfèrent aborder ce sujet lors de l'examen prévu en 2027.
- Le Bénin et d'autres ont souligné que les communautés locales détiennent des connaissances essentielles et doivent être plus impliquées, avec davantage de ressources et de formations.

La Présidence révisera le texte.

Négociations techniques

Que faire des fonds restants dans les anciens mécanismes climatiques ?

Plusieurs discussions ont porté sur ce qu'il convient de faire avec l'argent restant provenant d'anciens mécanismes du Protocole de Kyoto.

Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) :

Il y a 26,8 millions USD disponibles.

- Le Royaume-Uni, l'UE et d'autres veulent que tout l'argent aille au nouveau mécanisme de marché carbone de l'Accord de Paris (Article 6.4).
- Les pays africains et les pays les moins avancés préfèrent diviser les fonds en trois volets : le nouveau mécanisme, le Fonds pour l'adaptation et le renforcement des capacités des pays pauvres.
- Aucun accord n'a été atteint.

Fonds du Registre International des Transactions :

Une autre somme résiduelle.

- La plupart des pays souhaitent que les fonds soutiennent le nouveau système de registre pour l'échange de carbone.
- Certains veulent que la moitié soit dirigée vers l'aide aux pays confrontés aux impacts négatifs des politiques climatiques.

De nouveau, aucun accord.



Article 6 de l'Accord de Paris (marchés carbone et coopération)

Plusieurs groupes ont travaillé sur différentes parties de l'Article 6, qui porte sur la coopération pour réduire les émissions.

- **Article 6.2 (coopération entre pays) :** certains progrès ont été réalisés, mais des désaccords subsistent sur les exigences de rapport. Les discussions se sont prolongées tard dans la nuit.
- **Article 6.4 (mécanisme de crédits) :** les pays ont discuté du financement du mécanisme et de la transition des anciens projets du MDP vers le nouveau système. Des progrès ont été accomplis sur la transparence et la participation du public. Plusieurs questions restent ouvertes, y compris des débats techniques persistants.
- **Article 6.8 (approches non-marchandes) :** les pays sont parvenus à un accord et sont prêts à envoyer le texte à la Présidence pour adoption.

Autres pistes de négociation

- Centre de technologie climatique : une grande partie du texte est finalisée, mais des divergences persistent sur le financement.
- Groupe consultatif d'experts : de bons progrès, mais des questions clés restent ouvertes.

Nouvelles initiatives d'action climatique lancées dans le cadre de l'Agenda de la COP30

En marge des négociations, la COP30 a présenté d'importantes nouvelles initiatives dans le cadre de l'Agenda d'action, marquant des étapes concrètes vers la mise en œuvre :

Accélérateur RAIZ

Une nouvelle coalition a été lancée pour mobiliser des investissements privés en faveur de la restauration des terres agricoles dégradées et de la promotion de modes de production positifs pour la nature. Elle inclut le Brésil, l'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pérou, l'Arabie saoudite, l'Uruguay et le Royaume-Uni.

117 Plans pour Accélérer les Solutions (PAS) finalisés

L'Agenda d'action de la COP30 a atteint une étape clé avec la finalisation de 117 PAS, établissant un vaste cadre mondial aligné sur le premier Bilan Mondial. L'initiative renforce la COP30 en tant que plateforme multisectorielle pour une action climatique concrète.

Systèmes alimentaires, agriculture et terres

Trois annonces majeures ont renforcé l'action climatique dans les systèmes alimentaires :

- L'initiative TERRA pour accélérer l'agriculture familiale inclusive et communautaire.
- Un nouveau programme pour des systèmes alimentaires aquatiques résilients.
- La Déclaration de Belém sur les engrais, lancée par le Brésil et le Royaume-Uni, visant à réduire les émissions provenant de la production mondiale d'engrais et à améliorer

l'efficacité des nutriments d'ici 2035 grâce à de nouvelles normes, recherches et mécanismes de financement.

Ces annonces marquent un tournant majeur vers l'intégration des systèmes alimentaires comme priorité centrale de l'action climatique.



Financement de l'adaptation et Objectif mondial sur l'adaptation : points de blocage clés

Alors que des progrès ont été réalisés sur des éléments techniques — dont les décisions sur l'Objectif mondial d'adaptation (GGA), les plans nationaux d'adaptation et les orientations sur le financement climatique — des divisions politiques ont persisté. Les ministres d'Amérique latine ont réclamé ensemble un financement beaucoup plus important pour l'adaptation, arguant qu'il est impossible d'obtenir des avancées mesurables en matière de résilience sans contributions substantielles et prévisibles de la part des pays riches.

L'un des points non résolus est de savoir si les indicateurs d'adaptation doivent être liés à des obligations financières — un lien soutenu par les pays en développement mais rejeté par les pays développés, craignant des engagements contraignants.

Négociations sur la transition juste bloquées par les minéraux et les chaînes d'approvisionnement

Les discussions sur le Programme de Travail pour la Transition Juste ont rencontré de nouveaux obstacles. La Chine s'est opposée à l'introduction d'un langage sur les minéraux critiques — un enjeu croissant de la transition énergétique — tandis que la Russie a résisté à l'idée de lier les chaînes d'approvisionnement en minéraux aux droits humains. Ces objections ont empêché la consolidation du texte et ralenti les progrès vers un cadre plus large de transition juste.

Plan d'action pour le genre bloqué en raison de différends sur les définitions

Les négociations sur un nouveau Plan d'action pour le genre ont également été bloquées. Un groupe de pays a soutenu une définition binaire du genre, à laquelle de nombreux autres se sont opposés. Ce désaccord s'est ajouté à des tensions déjà présentes et a éclipsé plusieurs événements liés au genre, y compris des plateformes promouvant l'innovation climatique dirigée par des femmes et des approches intersectionnelles des politiques climatiques.

Progrès dans d'autres axes de négociation malgré une lourde charge de travail

Les consultations menées jour et nuit ont permis des avancées sur plusieurs éléments qui devraient ancrer le paquet de résultats de Belém, notamment :

- l'orientation sur le financement climatique pour le Fonds pertes et préjudices
- des éléments du Programme de Travail sur l'Atténuation
- les processus des plans nationaux d'adaptation
- les efforts de transparence et d'amélioration des CDN grâce aux rapports biennaux prévus

Les négociateurs ont été appelés à se préparer à un travail intensifié du 20 au 21 novembre, la Présidence mettant en avant le *mutirão* — mobilisation collective — pour surmonter les blocages politiques.

L'atmosphère des négociations s'intensifie à l'approche de la plénière finale

Alors que de fortes pluies s'abattaient sur Belém, les négociateurs se sont préparés à des heures de travail prolongées du 20 au 21 novembre, la Présidence de la COP30 insistant sur le *mutirão* pour encourager les compromis sur les dossiers politiquement sensibles. Avec les progrès accomplis sur les décisions techniques et les initiatives d'action, le paquet politique final dépend désormais d'accords sur les combustibles fossiles, le financement de l'adaptation, les principes de transition juste et l'inclusion du genre. La COP30 entre dans sa phase de conclusion avec un élan progressant dans certaines zones et des divisions critiques encore non résolues, annonçant des négociations intenses avant la plénière de clôture.

L'Accord climatique de Belém entre dans sa dernière étape alors que la COP30 s'efforce de combler les écarts clés

Le paquet politique de Belém à la COP30 est entré dans une phase finale critique, les négociateurs travaillant à sécuriser des accords sur le financement climatique, l'adaptation, la transition juste et l'ambition en matière d'atténuation. Au 19 novembre, la Présidence brésilienne avait fait avancer plusieurs composantes pour examen en plénière, soutenues par des coalitions croissantes de pays et des partenaires de l'Agenda d'action.

Malgré les progrès, de grands écarts subsistent concernant le langage sur l'élimination des combustibles fossiles, les engagements financiers et les mécanismes de transparence. Ces questions non résolues ont conduit à des heures de travail prolongées, des réunions ministérielles nocturnes et l'approche mutirão de la Présidence pour encourager un compromis collectif.

À mesure que le temps s'écoule, la Présidence met l'accent sur la mise en œuvre concrète, l'inclusion du genre et la nécessité de reconstruire la confiance dans la coopération climatique multilatérale. Les résultats finaux restent incertains alors que les délégations subissent une pression croissante pour parvenir à un consensus sur l'ambition, l'équité et le financement avant la clôture de la COP30.

Participation clarétaine à la COP30



Représentant Proclade International, l'équipe clarétaine poursuit sa mission de plaidoyer fondé sur la foi pour la justice écologique et la solidarité.

Participants sur place :

- P. Rohan Dominic, CMF – Coordinateur, Équipe clarétaine à l'ONU (New York)
- P. Joel Gaspar Beltrami, CMF – Province du Brésil
- Prof. Deusdedith Ferreira Araújo – Province du Brésil

COP30 Jour 11 : Dernière poussée alors que les négociations s'intensifient à Belém

Le 20 novembre, la COP30 entame une dernière poussée critique, les ministres et négociateurs entrant dans des discussions intensives de dernière étape pour sécuriser un accord sur le paquet politique de Belém. Les délégués font face à une lourde charge de travail alors qu'ils cherchent à combler les écarts restants concernant le financement climatique, les indicateurs d'adaptation et le langage contesté sur les combustibles fossiles.

Des réunions prolongées et des sessions plénières de haut niveau sont attendues alors que la Présidence brésilienne cherche à finaliser les textes de décision et à stimuler la mobilisation collective sous son approche *mutirão*. Les événements parallèles mettront en avant l'égalité de genre, les droits des peuples autochtones et l'innovation des systèmes alimentaires.

Alors que le temps est compté, les observateurs scrutent de près les éventuelles avancées — ou les signes indiquant que les divisions clés pourraient persister alors que la COP30 approche de sa conclusion.



Les voix s'élèvent à Belém : des manifestations à l'intérieur du lieu exigent un accord ambitieux pour la COP30